TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Québec
Dossier : 1287473-31-2207
Dossier accréditation : AQ-2001-7951

Québec, le 30 juillet 2022

DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF : Sylvain Allard

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches
Partie demanderesse

c.

FIQ - Syndicat des professionnelles en soins de Chaudière-Appalaches
Carole Mercier
Patricia Pouliot
Rebecca Roy
Parties défenderesses

DÉCISION

L'APERÇU

[1] Le 28 juillet 2022, le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches, le CISSS-CA, dépose une demande d'intervention en vertu des articles 111.16 et suivants du *Code du travail*¹, le Code.

¹ RLRQ, c. C-27.

[2] La FIQ – Syndicat des professionnelles en soins de Chaudière-Appalaches, le Syndicat, est accrédité pour représenter « *Toutes les salariées et tous les salariés de la catégorie du personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires* » du CISSS-CA.

[3] Le CISSS-CA allègue que les salariés membres de l'unité de négociation du Syndicat, qui sont affectés à l'urgence de l'Hôpital de Saint-Georges, ont entrepris une action concertée illégale susceptible de porter préjudice à un service auquel le public a droit en cessant d'administrer les tests aux usagers admis à l'urgence, et répondant aux critères de dépistage, afin de détecter chez ces derniers des bactéries nosocomiales, les tests de dépistage.

[4] De plus, le 26 juillet, le CISSS-CA est informé que le personnel infirmier de l'urgence a l'intention de mettre en place d'autres actions concertées à compter du 31 juillet prochain, lesquelles sont également susceptibles de porter préjudice à un service auquel le public a droit.

[5] Ces actions sont ainsi décrites :

- poursuivre le refus d'effectuer les tests de dépistages avant de transférer les usagers sur les unités de soins;
- refuser d'inscrire les résultats d'analyse du débit de filtration glomérulaire estimé (DFGe) de l'usager sur les formulaires de requête d'examen radiologique et;
- refuser de transmettre le dossier de l'usager au département d'imagerie médicale lorsque ce dernier doit subir un examen radiologique (examen d'imagerie par résonance magnétique (IRM) et tomодensitométrie (TDM) prescrit par un médecin.

[6] Le CISSS-CA demande donc au Tribunal de rendre une ordonnance visant à faire cesser ou à empêcher que soient entrepris ces moyens de pression illégaux.

[7] La preuve du CISSS-CA est constituée des déclarations sous serment de madame Rita Thériault, chef d'unité d'urgence et des soins intensifs, secteur Beauce, de Lisa Mathieu, directrice adjointe à la Direction des soins infirmiers du CISSS-CA et Ginette Poulin, agente de gestion de personnel au service des relations de travail de la Direction des ressources humaines, des communications et des affaires juridiques.

[8] Le Syndicat a fait entendre Nadia Poulin, infirmière-chef à l'urgence de l'Hôpital de Saint-Georges.

L'ANALYSE

[9] L'article 111.16 du Code prévoit ceci en matière de services essentiels :

111.16. Dans les services publics et les secteurs public et parapublic, le Tribunal peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne intéressée, faire enquête sur un lock-out, une grève ou un ralentissement d'activités qui contrevient à une disposition de la loi ou au cours duquel les services essentiels prévus à une liste ou une entente ne s'avèrent pas suffisants ou ne sont pas rendus.

[10] De plus, il octroie de larges pouvoirs d'intervention au Tribunal « *[s]'il estime que le conflit porte préjudice ou est vraisemblablement susceptible de porter préjudice à un service auquel le public a droit* »². Ceux-ci sont énumérés à l'article 111.17 du Code et permettent au Tribunal, après avoir donné aux parties l'occasion de présenter leurs observations, de rendre notamment une ordonnance pour assurer au public un service auquel il a droit ou exiger le respect de la loi et de la convention collective.

[11] Afin de pouvoir exercer ses pouvoirs de redressement, le Tribunal doit vérifier la présence de trois éléments, soit la présence d'un conflit, d'une action concertée et d'un préjudice ou d'un risque de préjudice à un service auquel la population a droit.

[12] Précisons qu'en redressement hors grève légale, le Tribunal ne répond pas à la question de savoir si l'action concertée reprochée est susceptible de mettre en danger la santé ou la sécurité de la population. Il analyse plutôt le dossier sous l'angle d'un préjudice à un service ou même d'une vraisemblance de préjudice à un service auquel la population a droit.

PRÉSENCE D'UN CONFLIT

[13] La preuve démontre l'existence d'un conflit entre le CISSS-CA et le Syndicat.

[14] Depuis le 21 juillet, le personnel en soins infirmiers travaillant à l'urgence de l'hôpital refuse d'administrer les tests de dépistage alors qu'il s'agit d'une activité réservée aux infirmières et infirmiers, et ce, malgré que le CISSS-CA exige d'eux qu'ils administrent ces tests dans le cadre de leurs fonctions, selon la pratique en vigueur depuis plusieurs années.

[15] Les règles d'application en matière de prévention et de contrôle des infections, PCI, au sein du CISSS-CA prévoient que ces tests doivent être effectués par le personnel infirmier de l'urgence afin d'assurer des soins et des services sécuritaires et de qualité.

² Article 111.17 du Code.

PRÉSENCE D' ACTIONS CONCERTÉES

[16] Dans le présent dossier, la présence d'une action concertée est évidente.

[17] D'ailleurs, madame Poulin admet que le personnel infirmier refuse de faire les tests de dépistage. Il s'agit d'une décision d'équipe à laquelle les membres ont presque tous participé, et ce, sans l'assentiment de leur supérieure. Cependant, elle témoigne qu'ils ont recommencé à administrer ces tests la veille de l'audience, le 28 juillet à 16 h.

[18] La preuve démontre que depuis le 21 juillet, le pourcentage des usagers en demande d'hospitalisation et répondant aux critères qui ont été testés par le personnel infirmier de l'urgence à constamment diminué jusqu'à ce qu'aucun usager ne le soit pour la période du 25 au 27 juillet.

[19] Madame Thériault affirme que les statistiques de prélèvements relatives aux tests de dépistage à la suite des audits effectués par la Direction des soins infirmiers en matière de PCI démontrent qu'entre le 28 juillet 8 h et le 29 juillet 8 h, seulement 11 % des usagers ont été testés par le personnel infirmier de l'urgence.

[20] Malgré la reprise partielle de cette activité, il n'en demeure pas moins que l'action concertée se poursuit.

[21] Quant aux moyens de pression annoncés pour le 31 juillet 2022, soit le refus d'inscrire les résultats d'analyse du débit de filtration glomérulaire estimé (test DFGe) de l'utilisateur sur les formulaires de requête d'examen radiologique et de transmettre le dossier de l'utilisateur au département d'imagerie médicale lorsque ce dernier doit subir un examen radiologique (IRM ou TDM) prescrit par un médecin, la preuve est claire qu'il s'agit là d'actions concertées.

[22] Non seulement madame Thériault a été personnellement informée par une infirmière de l'intention du personnel infirmier de l'urgence de mettre en place d'autres actions concertées à compter du 31 juillet, mais ceci est confirmé lors d'un échange Facebook entre les membres d'un groupe composé du personnel infirmier de l'urgence.

[23] On peut y lire :

- Nous ne faisons plus les tests SEE³ avant de les monté [sic] à l'étage
- Nous n'écrivons plus la DFGe sur les feuilles de radio

³ SEE est une abréviation pour les bactéries nosocomiales suivantes : le staphylococcus aureus résistant à la Méthicilline (le SARM), les entérocoques résistant à la Vancomycine (les ERV) et les entérobactéries productrices de carbapénèmes (les EPC).

- Nous n'envoyons plus le dossier pour les TDM - IRM

[24] D'ailleurs, madame Poulin ne nie pas qu'il soit de l'intention du personnel infirmier de l'urgence de mettre ces moyens de pression en place, mais insiste sur le surplus de travail des infirmières et infirmiers qui sont débordés.

[25] Bien que le Tribunal soit sensible à l'importante charge de travail à laquelle les infirmières et infirmiers sont confrontés, ils ne peuvent unilatéralement décider de ne plus exécuter leurs tâches et de ne plus rendre les services auxquels le public a droit.

L'EXISTENCE D'UN PRÉJUDICE OU D'UN RISQUE VRAISEMBLABLE DE PRÉJUDICE À UN SERVICE AUQUEL LE PUBLIC A DROIT.

Les tests de dépistage

[26] Dans le cadre des mesures de PCI, le personnel en soins infirmiers de l'unité d'urgence doit notamment administrer trois tests aux usagers admis à l'urgence répondant aux critères de dépistage afin de détecter la présence, ou non, des bactéries nosocomiales SEE.

[27] Ces tests de dépistage visent à déterminer, notamment, si l'utilisateur est porteur de ces bactéries dites résistantes.

[28] En cas de résultat positif, des règles strictes d'isolement doivent être appliquées afin d'éviter la transmission à d'autres usagers.

[29] De plus, une infection nosocomiale nécessite un plan de traitement particulier afin d'identifier l'antibiotique approprié eu égard à la bactérie dépistée ainsi que des mesures de surveillance clinique particulières en raison des complications possibles.

[30] Le fait que ces tests de dépistage ne soient plus effectués par le personnel infirmier de l'urgence a comme conséquence qu'ils doivent être effectués par le personnel infirmier des unités de soins où sont hospitalisés les usagers, ce qui entraîne un délai dans l'obtention des résultats

[31] Ce délai est susceptible d'influencer le plan de soins et de traitements, voire de retarder l'identification de l'antibiotique approprié dans l'éventualité où le dépistage est positif.

[32] Le fait de recevoir les résultats des tests de dépistage de l'utilisateur alors qu'il est déjà hospitalisé sur l'unité de soins est susceptible d'entraîner la contamination des autres usagers dans l'éventualité où le dépistage est positif.

[33] Les usagers ont le droit de recevoir les tests de dépistage dès leur arrivée à l'urgence et en cas de contamination, de recevoir le traitement approprié le plus rapidement possible.

[34] De plus, autant le personnel que les usagers ont le droit que le milieu hospitalier où ils se trouvent prenne les moyens nécessaires pour éviter autant que possible des contaminations ou des éclosions.

Le refus d'inscrire les résultats du test DFGe et le refus de transmettre le dossier médical de l'usager en radiologie.

[35] Le test DFGe vise à évaluer la fonction rénale de l'usager afin de déceler une insuffisance rénale, laquelle pourrait exiger un ajustement du dosage médicamenteux (produits de contraste à base de gadolinium) lors d'un examen d'imagerie par résonance magnétique (IRM) et tomodensitométrie (TDM).

[36] Dans certains cas, l'examen radiologique d'un usager pourrait être contre-indiqué en raison des complications reliées à l'administration de produits de contraste à base de gadolinium à un usager qui présente une insuffisance rénale importante.

[37] Le fait de ne pas inscrire le résultat de l'analyse DFGe sur la requête et de ne pas transmettre le dossier médical de l'usager est susceptible d'entraîner un délai pour la réalisation de l'examen de l'usager et donc un délai de prise en charge, puisque sans les informations essentielles contenues à son dossier et les résultats de cette analyse, le personnel ne procédera pas à l'examen radiologique prescrit par le médecin.

[38] Le Tribunal conclut donc qu'il y a eu une action concertée qui cause préjudice ou est susceptible de causer préjudice au service auquel la population a droit. Il y a matière à redressement et à faire droit aux conclusions recherchées.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL :

ACCUEILLE la requête;

DÉCLARE que le refus concerté du personnel en soins infirmiers œuvrant à l'unité d'urgence de l'Hôpital de Saint-Georges, membres de la **FIQ - Syndicat des professionnelles en soins de Chaudière-Appalaches**, d'administrer les tests de détection des bactéries prévus dans le cadre des mesures de prévention et contrôle des infections, constitue une action concertée interdite par le *Code du travail*;

DÉCLARE

que le refus concerté du personnel en soins infirmiers œuvrant à l'unité d'urgence de l'Hôpital de Saint-Georges, membres de la **FIQ - Syndicat des professionnelles en soins de Chaudière-Appalaches**, d'effectuer les SEE avant de transférer les usagers sur les unités de soins, d'inscrire les résultats du test DFGe des usagers sur les formulaires de requête d'examen radiologique, de transmettre le dossier des usagers au département d'imagerie médicale et que toute autre action visant à ralentir les activités du **Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches** ou d'autrement nuire aux soins et aux services de santé des usagers, constitue une action concertée interdite par le *Code du travail*;

ORDONNE

au personnel en soins infirmiers œuvrant à l'unité d'urgence de l'Hôpital de Saint-Georges, membres de la **FIQ - Syndicat des professionnelles en soins de Chaudière-Appalaches**, de cesser immédiatement de refuser, de façon concertée, d'administrer les tests de détection des bactéries prévus dans le cadre des mesures de prévention et contrôle des infections;

ORDONNE

au personnel en soins infirmiers œuvrant à l'Unité d'urgence de l'Hôpital de Saint-Georges, membres de la **FIQ - Syndicat des professionnelles en soins de Chaudière-Appalaches**, de ne pas refuser d'effectuer les SEE avant de transférer les usagers sur les unités de soins, d'inscrire les résultats du test DFGe des usagers sur les formulaires de requête d'examen radiologique, de transmettre le dossier des usagers au département d'imagerie médicale et de cesser ou de s'abstenir de toute action visant à ralentir les activités du **Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches** ou d'autrement nuire aux soins et aux services de santé des usagers;

ORDONNE

à la **FIQ – Syndicat des professionnelles en soins de Chaudière-Appalaches**, à ses dirigeants, officiers, représentants ou mandataires de prendre toutes les mesures raisonnables pour que ses membres cessent ou s'abstiennent de refuser, de façon concertée, d'administrer les tests de détection des bactéries prévus dans le cadre des mesures de prévention et contrôle des infections, d'effectuer les SEE avant de transférer les usagers sur les unités de soins, d'inscrire les résultats du test DFGe des usagers sur les formulaires de requête d'examen radiologique, de transmettre le dossier des usagers au département d'imagerie médicale et qu'ils cessent ou s'abstiennent de toute action visant à ralentir les activités du **Centre intégré de santé et de services**

sociaux de Chaudière-Appalaches ou d'autrement nuire aux soins et aux services de santé des usagers;

ORDONNE à la **FIQ – Syndicat des professionnelles en soins de Chaudière-Appalaches**, à ses dirigeants, officiers, représentants ou mandataires d'informer les infirmières et infirmiers qu'ils représentent et qui travaillent à l'unité d'urgence de l'Hôpital de Saint-Georges de la présente ordonnance;

AUTORISE le dépôt au greffe de la Cour supérieure du district de Beauce d'une copie conforme de la présente ordonnance aux termes de l'article 111.20 du *Code du travail*.

Sylvain Allard

M^e Émilie Gagné
CAIN LAMARRE, S.E.N.C.R.L.
Pour la partie demanderesse

M^e Jean-Chrystophe Blackburn
FÉDÉRATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC
Pour les parties défenderesses

Date de la mise en délibéré : 29 juillet 2022

/mpl